

AB/HO
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2017-0064 /PRES
promulguant la loi n° 007-2017/AN du
23 janvier 2017 portant habilitation du
gouvernement à ratifier par voie d'ordonnance
les accords et conventions de financement
conclus entre le Burkina Faso et les partenaires
techniques et financiers.

LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VU la Constitution ;


VU la lettre n°2017-008/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 03 février 2017 du Président de l'Assemblée Nationale transmettant pour promulgation la loi n°007-2017/AN du 23 janvier 2017 portant habilitation du gouvernement à ratifier par voie d'ordonnance les accords et conventions de financement conclus entre le Burkina Faso et les partenaires techniques et financiers ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n°007-2017/AN du 23 janvier 2017 portant habilitation du gouvernement à ratifier par voie d'ordonnance les accords et conventions de financement conclus entre le Burkina Faso et les partenaires techniques et financiers.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 10 février 2017


Roch Marc Christian KABORE

BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

ASSEMBLEE NATIONALE

IV^E REPUBLIQUE
SEPTIEME LEGISLATURE

LOI N°007-2017/AN
PORTANT HABILITATION DU GOUVERNEMENT A RATIFIER
PAR VOIE D'ORDONNANCE LES ACCORDS ET CONVENTIONS
DE FINANCEMENT CONCLUS ENTRE LE BURKINA FASO ET LES
PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

L'ASSEMBLEE NATIONALE

Vu la Constitution ;

Vu la résolution n°001-2015/AN du 30 décembre 2015 portant validation du mandat des députés ;

a délibéré en sa séance du 23 janvier 2017 et
adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 :

Le gouvernement du Burkina Faso est habilité à ratifier par voie d'ordonnance les accords et conventions de financement signés entre le Burkina Faso et les partenaires techniques et financiers.

Article 2 :

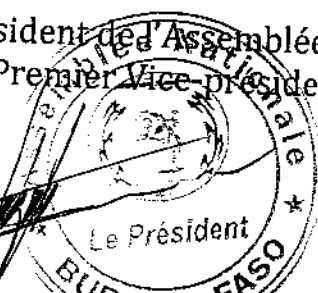
L'habilitation accordée couvre la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017.

Article 3 :

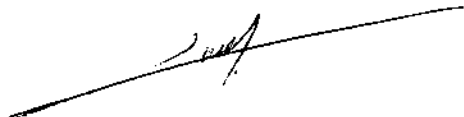
La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique à
Ouagadougou, le 23 janvier 2017

Pour le Président de l'Assemblée
nationale, le Premier Vice-président


Bénéwende Stanislas SANKARA

Le Secrétaire de séance



Léonce ZAGRE

